

Ce sont également ces faits qui nous inquiètent tant quant à la sécurité du Canada contre une agression. Il semble bien que notre gouvernement ait été presque exclusivement influencé par l'administration de Washington, tant dans ses remarques que dans ses interventions à propos de la crise au Moyen-Orient. Si la politique des États-Unis avait été plus avisée et plus énergique que la nôtre, cela n'aurait peut-être pas été aussi regrettable. En l'occurrence, toutefois, le gouvernement des États-Unis semble avoir commis une kyrielle de bévues au Moyen-Orient, ce qui a finalement contraint le Royaume-Uni et la France à y intervenir par la force si ces deux pays ne voulaient pas renoncer aux intérêts qu'ils ont dans cette région vitale ni y reculer devant la poussée des Soviétiques. Notre gouvernement ne niera certainement pas que l'Union soviétique cherche à mettre le Moyen-Orient dans son jeu par la politique qu'elle suit à l'égard de l'Égypte et des pays arabes, et par son attitude systématiquement hostile à l'égard d'Israël.

Voici une opinion émise il y a seulement quelques jours par le très hon. Winston Churchill, dont nul ne saurait mettre en doute l'expérience en matière de crises internationales:

Je suis un partisan de l'Association des Nations Unies dans notre pays, mais je ne puis reconnaître que le blâme qu'elles ont adressé à notre gouvernement soit sage ni opportun.

Aurait-on préféré que nous nous débattions dans l'impuissance, alors que tout le Moyen-Orient aurait graduellement glissé vers le chaos et la domination russe?

J'espère qu'avec le temps l'Association verra plus clairement les véritables intérêts des Nations Unies et du monde entier.

Les mêmes observations pourraient aussi bien s'appliquer, non sans quelque embarras, au Gouvernement qui siège à votre droite, monsieur l'Orateur.

Si notre Gouvernement avait suivi le cours des événements au Moyen-Orient, comme nous étions en droit de nous attendre, il n'aurait pas été aussi "désolé et consterné" que l'a dit le secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans sa conférence de presse, le 31 octobre. Une autruche aurait pu, en se sortant la tête du sable, éprouver le regret et l'étonnement qui ont apparemment divisé notre cabinet. Je ne pense pas qu'un gouvernement bien informé, conscient des répercussions de la puissance soviétique au Moyen-Orient, eût éprouvé pareille surprise.

Quel qu'ait été le partage des avis au sein du cabinet à la suite de l'ultimatum franco-britannique à l'Égypte et à Israël, le 30 octobre, l'idée avancée par l'opposition, par l'entremise de l'honorable représentant de Prince-Albert il y a dix mois dans cette enceinte, a été reprise à la hâte au moins dans la

proposition d'envoyer dans la zone de danger une force internationale d'urgence, bien qu'on l'eût sommairement écartée il y a dix mois. Je dirai qu'il eût mieux valu de l'organiser dix mois plus tôt au lieu d'attendre que les difficultés se produisent.

Je crois que nous sommes tous d'accord ici au sujet de l'opportunité qu'il y aurait de créer une police des Nations Unies qui mettrait de l'ordre dans la zone du canal de Suez en attendant un règlement définitif entre l'Égypte et l'Israël ainsi que le statut international du canal de Suez. Notre parti a maintes fois insisté sur l'importance du principe fondamental de la Société des Nations comme des Nations Unies, où il faut plus que des lieux communs et du bluff. Il y faudrait de l'action.

Le Canada a été un des premiers pays qui aient offert des troupes aux forces d'urgence des Nations Unies et personne ici n'ignore que le *Queen's Own Rifles* a été préparé en hâte à servir le secteur de tension.

En tant que Canadiens, j'estime que nous sommes tous fiers de savoir que l'un de nos plus anciens régiments devait avoir le privilège de faire partie des forces d'urgence. Pendant dix jours, on nous a abreuvés de comptes rendus et de rapports radiodiffusés et télévisés sur les préparatifs du *Queen's Own Rifles*. En attendant, le cabinet et les députés comme moi étaient prêts à se rendre à Ottawa à bref délai afin d'y tenir une session spéciale à propos de notre participation aux forces internationales d'urgence. Il me semble, toutefois, qu'il eût été préférable que le Gouvernement s'assure de l'approbation du Parlement avant que le contingent canadien quitte notre rivage à destination du Moyen-Orient. Vu la situation très dangereuse où les Canadiens vont se trouver dans la région du canal de Suez, il aurait sûrement fallu demander l'assentiment de la population par l'intermédiaire de ses représentants au Parlement. Le Gouvernement a pris sur lui d'affecter une partie de nos forces armées canadiennes à la force internationale d'urgence, sans expliquer en détail aux Canadiens l'étendue des obligations qu'on leur fait assumer.

Il est vrai, je crois, que jusqu'ici il s'agit presque uniquement d'effectifs administratifs. Selon les rapports, les effectifs administratifs sont environ dix fois ceux des troupes dont il a été question. Cependant, la plume serait peut-être à cette étape-ci plus puissante que l'épée.

L'hon. M. Sinclair: Vous en savez plus long que le général Burns.

L'hon. M. Rowe: L'interruption de l'honorable député ne me dérange pas, parce que je l'écouterai plus tard dire ce qu'il en sait.